PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

France Travail

Dares
Déchiffrer le monde du travail pour **éclairer** le débat public

Les inscrits à France Travail en Normandie au 2e trimestre 2025

En moyenne au 2e trimestre 2025, en Normandie, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établit à 286 580 (catégories A, B, C, D, E). Au 2e trimestre 2025, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 5 333 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 40 876 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).

En moyenne au 2e trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 251 430. Parmi eux, 137 500 sont sans emploi (catégorie A) et 113 940 exercent une activité réduite (catégories B, C).

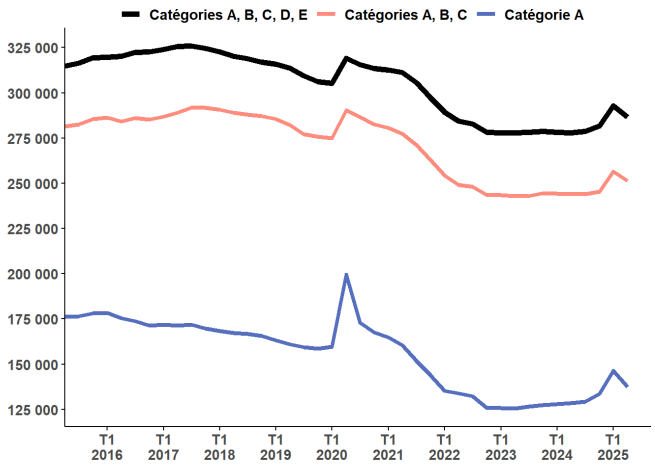
Au 2e trimestre 2025, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E) diminue de 2,1 % (-6 270) et croît de 3,1 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C baisse de 2,0 % (-5 120) sur le trimestre et croît de 3,0 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse de 6,0 % (-8 800) ce trimestre et croît de 7,1 % sur un an.

En France (hors Mayotte), au 2e trimestre 2025, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social baisse de 2,2 % (-141 200). Pour les catégories A, B, C il baisse de 2,2 % (-126 000). En catégorie A, il baisse de 5,7 % (-195 700) ce trimestre.

Hors bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) et jeunes en Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea), en contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse de 4,4 % ce trimestre et croît de 5,7 % sur un an.

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

Région Normandie
Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissements

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis).
Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé (voir avertissement p.3).

Une documentation méthodologique est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail.
Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (cf encadré page 8).
Prochaine parution, le mardi 28 octobre 2025 : Les inscrits à France Travail en Normandie au 3e trimestre 2025.

Inscrits à France Travail par catégorie

TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie

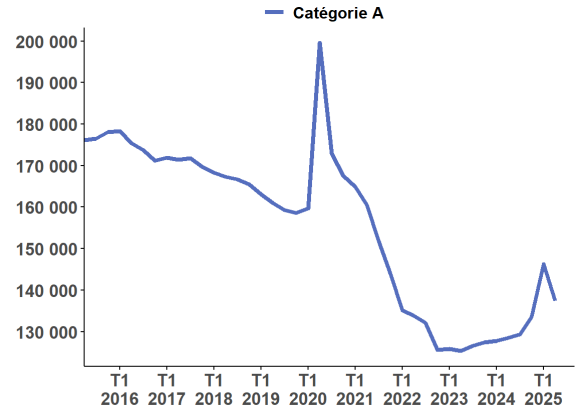
Région Normandie, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Région Normandie					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	128 440	146 300	**137 500**	-6,0	7,1
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	38 220	35 400	**36 950**	4,4	-3,3
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	77 440	74 850	**76 990**	2,9	-0,6
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	244 100	256 550	**251 430**	-2,0	3,0
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	16 250	17 090	**16 520**	-3,3	1,7
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	17 500	19 210	**18 630**	-3,0	6,5
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	277 850	292 850	**286 580**	-2,1	3,1
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)		**1 089**	**5 333**	**389,7**	
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)		**39 476**	**40 876**	**3,5**	
France (hors Mayotte) - En milliers					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	3 014,2	3 408,1	**3 212,4**	-5,7	6,6
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	849,1	813,3	**840,0**	3,3	-1,1
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	1 526,5	1 516,7	**1 559,7**	2,8	2,2
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 389,8	5 738,1	**5 612,1**	-2,2	4,1
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	352,6	352,6	**348,5**	-1,2	-1,2
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	403,0	404,0	**392,7**	-2,8	-2,6
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	6 145,3	6 494,6	**6 353,4**	-2,2	3,4
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)		**26,6**	**111,8**	**320,1**	
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)		**809,3**	**887,8**	**9,7**	

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 2 | Inscrits en catégorie A

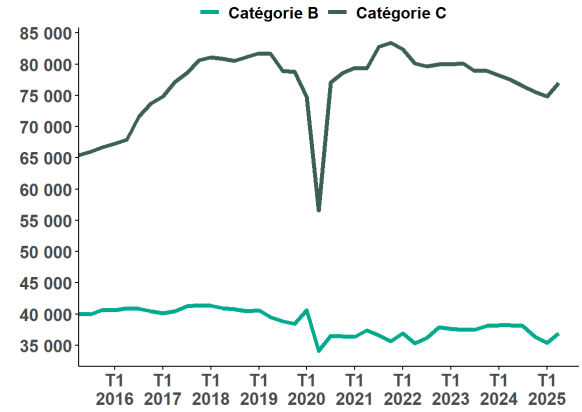
Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 3 | Inscrits en catégories B et C

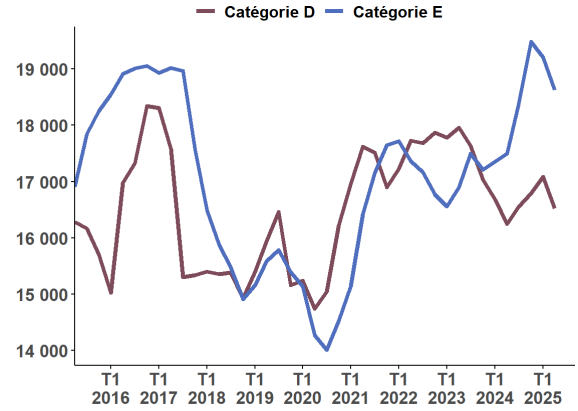
Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 4 | Inscrits en catégories D et E

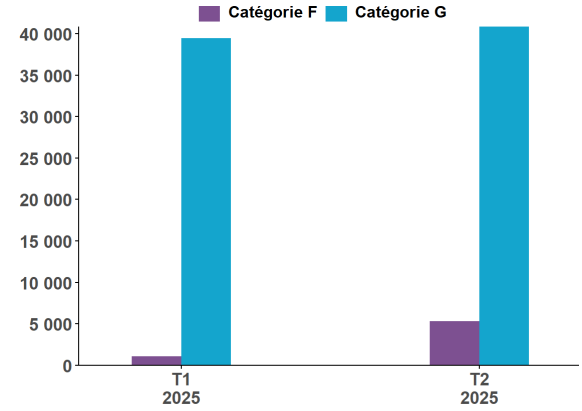
Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 5 | Inscrits en catégories F et G

Région Normandie, données brutes



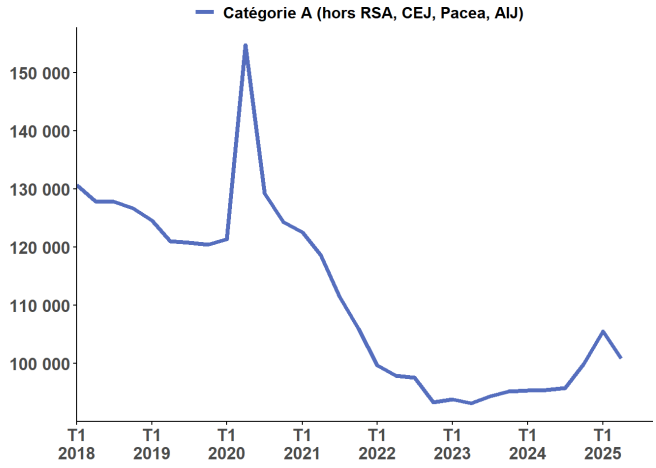
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ)

Pour faciliter la lecture des évolutions durant la période de transition suite à l'élargissement de l'inscription obligatoire à de nouveaux publics (en particulier aux demandeurs et bénéficiaires du RSA et aux jeunes en CEJ, AIJ ou en PACEA) sont présentées ici des séries complémentaires qui permettent d'apprécier l'évolution du nombre d'inscrits hors ruptures associées à ces nouveaux entrants. Ainsi, au 2e trimestre 2025 en Normandie, le nombre moyen d'inscrits hors demandeurs et bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ) baisse de 4,4 % pour les inscrits en catégorie A (+5,7 % sur un an) et baisse de 0,7 % pour ceux en catégories A, B, C (+1,9 % sur un an). En France (hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi hors nouveaux publics (RSA, CEJ, PACEA, AIJ) diminue de 3,9 % pour les inscrits en catégorie A (+6,0 % sur un an) et diminue de 0,6 % pour ceux en catégories A, B, C (+3,6 % sur un an).

GRAPHIQUE 6 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

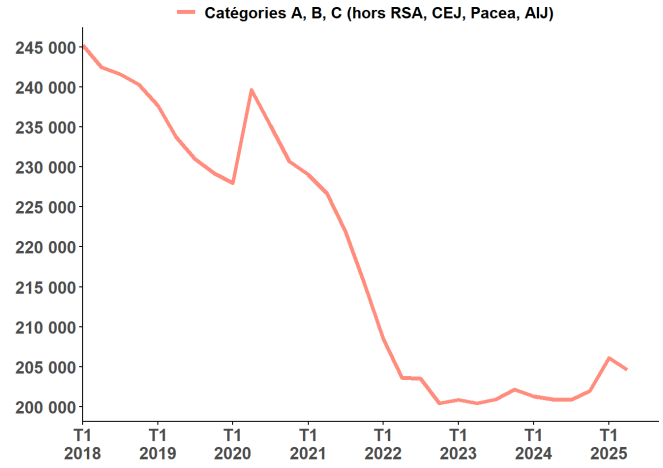
Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 7 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

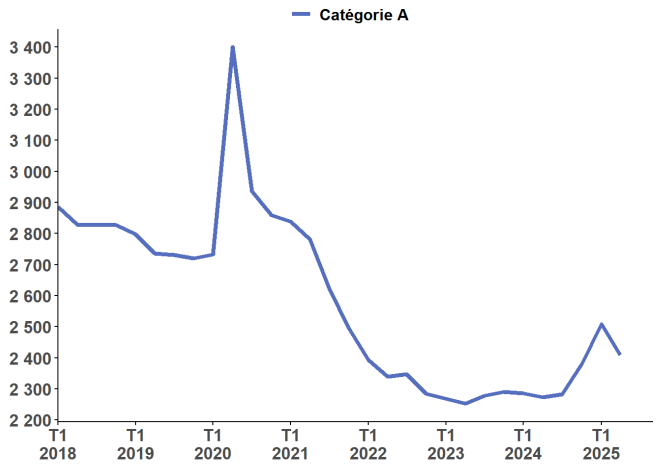
Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 8 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

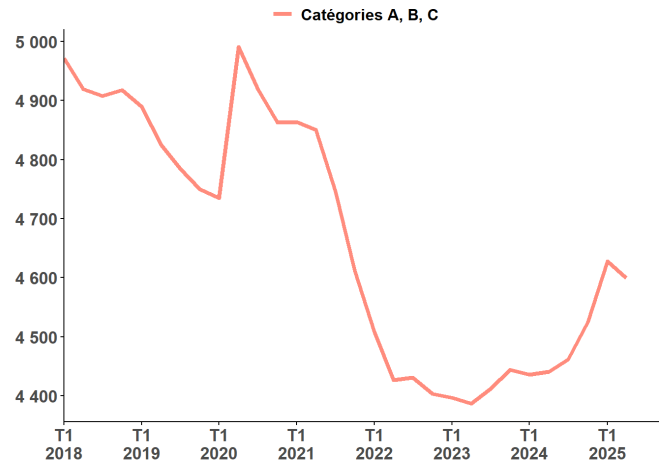
France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 9 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement sur l'évolution des règles d'actualisation et des sanctions
Depuis janvier 2025, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements (*Consulter le chiffrage national*) :

- **Les règles d'actualisation ont été modifiées** : Entre *janvier 2025 et mars 2025*, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables s'inscrivant à FT, n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Au 1er trimestre 2025, cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur les inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur les sorties des catégories A, B, C. Cette évolution a un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégories A, B, C. Depuis *avril 2025*, l'actualisation automatique pour les inscrits non indemnisables n'ayant pas signé leur contrat d'engagement concerne uniquement les premières inscriptions à FT. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, ces changements ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, et à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.
- **Le régime de sanctions évolue** avec l'entrée en vigueur en *juin 2025* du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraine une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

Demandeurs d'emploi par département

Au 2e trimestre 2025, en Normandie, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre -2,8 % en Seine-Maritime et -1,0 % dans le Calvados. Sur un an, elles se situent entre +1,7 % dans l' Eure et +3,9 % dans le Calvados.

Sur un trimestre les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A se situent entre -6,7 % en Seine-Maritime et -5,0 % dans l' Eure. Sur un an, elles se situent entre +5,7 % dans l' Eure et +8,3 % dans l' Orne.

TABLEAU 2 | Inscrits en catégories A, B, C

Région Normandie, données CVS-CJO (catégories ABC)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Normandie	**244 100**	**256 550**	**251 430**	**-2,0**	**3,0**
Calvados	51 610	54 200	**53 640**	-1,0	3,9
Eure	43 560	45 110	**44 280**	-1,8	1,7
Manche	29 180	30 440	**30 040**	-1,3	2,9
Orne	18 270	19 280	**18 920**	-1,9	3,6
Seine-Maritime	101 490	107 510	**104 550**	-2,8	3,0
France (hors Mayotte) - En milliers	**5 389,8**	**5 738,1**	**5 612,1**	**-2,2**	**4,1**

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

TABLEAU 3 | Inscrits en catégorie A

Région Normandie, données CVS-CJO (catégorie A)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Normandie	**128 440**	**146 300**	**137 500**	**-6,0**	**7,1**
Calvados	26 530	30 220	**28 450**	-5,9	7,2
Eure	22 680	25 250	**23 980**	-5,0	5,7
Manche	14 600	16 430	**15 520**	-5,5	6,3
Orne	9 660	11 100	**10 460**	-5,8	8,3
Seine-Maritime	54 970	63 310	**59 080**	-6,7	7,5
France (hors Mayotte) - En milliers	**3 014,2**	**3 408,1**	**3 212,4**	**-5,7**	**6,6**

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et A

Au 2e trimestre 2025, en Normandie, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C baisse de 7,9 % pour les moins de 25 ans (+14,4 % sur un an), baisse de 1,2 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,8 % sur un an) et croît de 0,2 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (+1,5 % sur un an).

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 14,8 % pour les moins de 25 ans (+23,9 % sur un an), diminue de 4,7 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+4,1 % sur un an) et baisse de 1,7 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (+3,5 % sur un an).

TABLEAU 4 | Inscrits en catégories A, B, C et A par âge

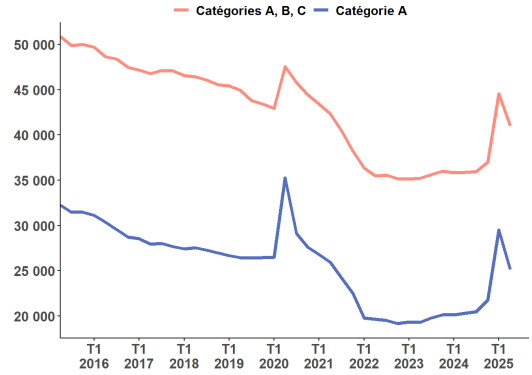
Région Normandie, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Ensemble des catégories A, B, C	**244 100**	**256 550**	**251 430**	**-2,0**	**3,0**
Moins de 25 ans	35 860	44 570	**41 040**	-7,9	14,4
Entre 25 et 49 ans	144 740	147 680	**145 930**	-1,2	0,8
50 ans et plus	63 510	64 310	**64 470**	0,2	1,5
Ensemble de la catégorie A	**128 440**	**146 300**	**137 500**	**-6,0**	**7,1**
Moins de 25 ans	20 290	29 510	**25 140**	-14,8	23,9
Entre 25 et 49 ans	74 130	80 980	**77 160**	-4,7	4,1
50 ans et plus	34 010	35 810	**35 200**	-1,7	3,5

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 10 | Inscrits de moins de 25 ans en catégories A, B, C et A

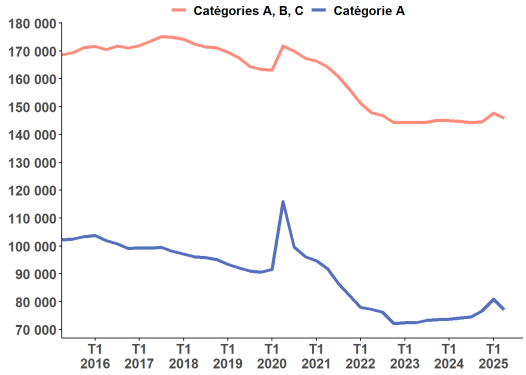
Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 11 | Inscrits de 25 à 49 ans en catégories A, B, C et A

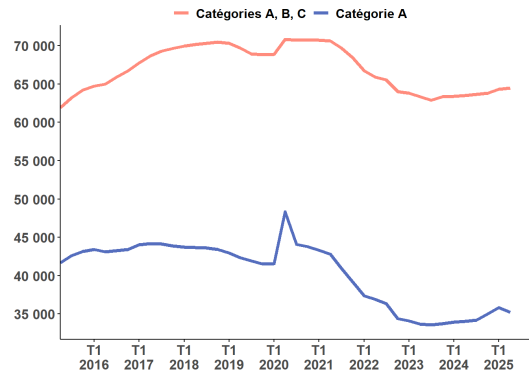
Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 12 | Inscrits de 50 ans et plus en catégories A, B, C et A

Région Normandie, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Ancienneté en catégories A, B, C

Au 2e trimestre 2025, le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus croît de 2,1 % (+3,1 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an baisse de 5,0 % (+3,0 % sur un an).

La part des demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente de 1,8 pt (+0,0 pt sur un an) et s'établit à 44,4 % au 2e trimestre 2025. En France (hors Mayotte), les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus représentent 43,7 % des inscrits en catégorie A, B, C.

TABLEAU 5 | Ancienneté [1] en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Région Normandie, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Région Normandie					
Moins de 1 an	**135 730**	**147 100**	**139 740**	**-5,0**	**3,0**
Moins de 3 mois	53 420	61 550	**52 330**	-15,0	-2,0
De 3 mois à moins de 6 mois	35 660	37 020	**37 820**	2,2	6,1
De 6 mois à moins de 12 mois	46 650	48 540	**49 590**	2,2	6,3
Un an ou plus	**108 370**	**109 450**	**111 700**	**2,1**	**3,1**
De 1 an à moins de 2 ans	48 330	48 290	**49 700**	2,9	2,8
De 2 ans à moins de 3 ans	20 850	23 020	**23 410**	1,7	12,3
3 ans ou plus	39 190	38 140	**38 590**	1,2	-1,5
Demandeurs d'emploi en catégories A,B,C	**244 100**	**256 550**	**251 430**	**-2,0**	**3,0**
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	44,4 %	42,7 %	**44,4 %**	1,8 pt	0 pt
France (hors Mayotte) - En milliers					
Un an ou plus	**2 359,1**	**2 420,5**	**2 454,6**	**1,4**	**4,0**
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	43,8 %	42,2 %	**43,7 %**	1,6 pt	-0 pt

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

[1] L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté.
D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

En Normandie, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au 2e trimestre 2025 augmente de 20,4 % par rapport au trimestre précédent (+29,1 % sur un an). Les entrées pour fin de contrat (-260), fin de mission d'intérim (-30), démission (-150), rupture conventionnelle (-40), autre licenciement (-50), première entrée sur le marché du travail (-240), retour d'inactivité (-350), réinscription rapide (-130) et motif indéterminé (-280) sont en baisse. Les entrées pour autres motifs (+6 960) sont en hausse.

Sur la même période, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C croît de 41,5 % (+36,9 % sur un an). Les sorties pour reprise d'emploi déclarée (-100), entrée en stage ou en formation (-150), arrêt de recherche (-40) et radiation administrative (-480) sont en baisse. Les sorties pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (+10 620) et autres cas (+90) sont en hausse.

En France (hors Mayotte), le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C augmente de 19,6 % entre le 1er trimestre 2025 et le 2e trimestre 2025 (+26,8 % sur un an) et le nombre de sorties des catégories A, B, C augmente de 42,4 % (+36,3 % sur un an).

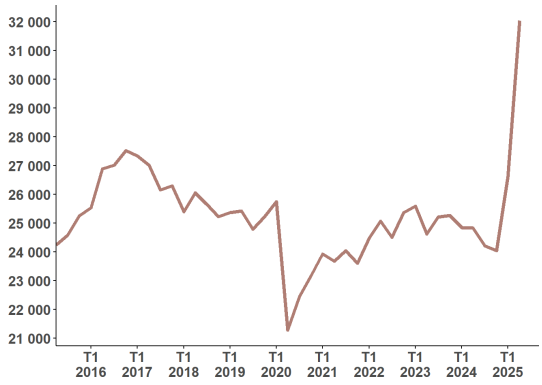
TABLEAU 6 | Entrées en catégories A, B, C par motif

Région Normandie, données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 2e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	**3 970**	-6,1	-13,3
Fin de mission d'intérim	**1 440**	-2,0	-17,2
Démission	**1 120**	-11,8	-18,2
Rupture conventionnelle	**1 580**	-2,5	-0,6
Licenciement économique	**370**	0,0	15,6
Autre licenciement	**1 330**	-3,6	1,5
Première entrée sur le marché du travail (1)	**900**	-21,1	-25,0
Retour d'inactivité (2)	**3 920**	-8,2	-17,6
Réinscription rapide (3)	**3 600**	-3,5	-15,9
Autres motifs (4)	**12 250**	131,6	612,2
Motif indéterminé	**1 570**	-15,1	-20,3
Ensemble des entrées en catégories A,B,C	**32 050**	**20,4**	**29,1**
France (hors Mayotte) - En milliers	***713,7***	***19,6***	***26,8***

GRAPHIQUE 13 | Entrées en catégories A, B, C tous motifs

Région Normandie, données CVS-CJO



* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité…).
(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi)
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

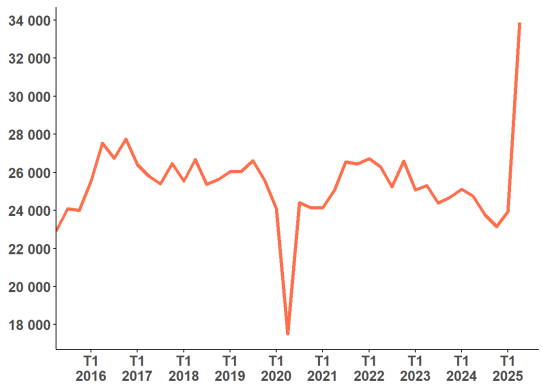
TABLEAU 7 | Sorties de catégories A, B, C par motif

Région Normandie, données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 2e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée (1)	**2 790**	-3,5	-20,3
Entrée en stage ou en formation	**2 490**	-5,7	-8,8
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	**2 160**	-1,8	-4,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (2)	**21 960**	93,7	88,3
Radiation administrative	**1 630**	-22,7	-35,8
Autres cas (3)	**2 850**	3,3	40,4
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	**33 870**	**41,5**	**36,9**
France (hors Mayotte) - En milliers	***756,8***	***42,4***	***36,3***

GRAPHIQUE 14 | Sorties de catégories A, B, C tous motifs

Région Normandie, données CVS-CJO



* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

ENCADRÉ • Source et Méthode

Source : La statistique du marché du travail (STMT)

La STMT est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les inscrits, entrés ou sortis des listes de France Travail un mois donné. Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne du nombre d'inscrits sur le trimestre passé, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. Une documentation méthodologique présente plus en détail la STMT.

En application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, certains publics sont inscrits systématiquement sur les listes de France Travail à partir du 1er janvier 2025 : les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales (en Contrat d'Engagement Jeune ou en PArcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Les statistiques sur les inscrits à France Travail s'adaptent à ce nouveau contexte (plus de détails sur le site de la Dares).

Eléments de méthode

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. Elles correspondent à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage.

Lorsque l'on souhaite interpréter les variations trimestrielles des séries d'un point de vue conjoncturel, il est nécessaire de neutraliser ce qui relève de mouvements récurrents et mécaniques liés à la saisonnalité et aux jours ouvrables. Pour cette raison, les séries brutes sont corrigées des effets des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) à l'aide de méthodes statistiques, afin de permettre une lecture ne tenant pas compte de ces effets. Les variations des séries CVS issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (modifications dans la gestion des listes des inscrits par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, …). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries d'inscrits à France Travail. Un document présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Catégories statistiques d'inscrits à France Travail, chômeurs au sens du BIT

Depuis 2009, la Dares et France Travail présentent, à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : inscrits non immédiatement disponibles, non tenus de rechercher un emploi, sans emploi;
- catégorie E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi.

S'y ajoutent, à partir de 2025, suivant les recommandations du rapport du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories :
- une catégorie F, qui réunit les personnes les plus éloignées de l'emploi qui sont orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale ;
- une catégorie G, dite d'attente, qui regroupe les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation.

Ces deux catégories ne sont présentées qu'en données brutes tant que le recul temporel n'est pas suffisant pour réaliser des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables.

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui :
(i) n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence,
(ii) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et
(iii) a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.
Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.
L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (plus de précisions sur le site internet de la Dares).

Pour en savoir plus

Les principales statistiques sur les inscrits à France Travail sont accessibles sur le site internet de la Dares via une datavisualisation et l'ensemble des données relatives à ces inscrits est accessible en Open Data. L'ensemble des documents relatifs aux données sur les inscrits à France Travail est disponible sur les sites internet de la Dares et de France Travail.